



« *Travailleurs de tous les pays unissez-vous* » **Karl Marx**

LA VOIX DES TRAVAILLEURS de la SNCF

Le 2 septembre 2018

Adresse aux cheminots, à tous les travailleurs et aussi à tous les militants qui s'en revendiquent

Certains s'étonnent que l'action unie de tous les syndicats de cheminots, y compris les cadres, contre la « réforme » par Macron remettant en question l'ensemble du statut de l'entreprise et de celui de ses fonctionnaires, ait abouti à un échec complet, aucune des mesures prévues dans le sens de la casse du service public n'ayant été retirée. Ils peuvent également s'étonner que leur lutte n'ait même pas retardé les autres attaques antisociales de ce gouvernement, et notamment les privatisations projetées et la casse de l'ancien hôpital public qui va être regroupé avec la santé privée, ni la casse des statuts des personnels de santé, ni encore la vague des privatisation avec notamment les aéroports et Engie. Cela signifie que la lutte des cheminots, telle qu'elle a été organisée par les bureaucraties syndicales, non seulement n'a pas renforcé les cheminots mais a laissé les coudées franches à un gouvernement parmi les plus anti-ouvriers de ces dernières années et tout cela en faisant semblant de mener une longue et déterminée. Il y a bel et bien un problème et même une arnaque !!! Et ce n'est pas seulement le fait de nos ennemis mais aussi de nos faux amis !!! Non seulement, l'attaque antisociale du gouvernement n'a pas été freinée par la « grève » des cheminots sans vraie grève, mais elle s'étend et s'aggrave.

Qu'est-ce qui a manqué à la riposte ? Qu'est-ce qui affaiblit la classe ouvrière au point que gouvernants et patrons se sentent les coudées franches pour remettre ainsi en cause tout ce que les réformistes appelaient « les acquis sociaux » ? Les classes possédantes et le gouvernement sortent de la grève, transformée en journées d'action, convaincus que les syndicats ont évité la grève tout en gardant barre sur les travailleurs, que ces derniers n'ont à aucun moment menacé de s'organiser de manière autonome, et que les uns et les autres n'ont à aucun moment tenté d'entrer véritablement dans une lutte de classe menaçante pour l'ordre social bourgeois, que la minorité radicale est restée impuissante face à la manœuvre des bureaucraties. Aucune raison, donc, de reculer, fût-ce momentanément ou tactiquement et toutes les raisons d'afficher la victoire, en contribuant à démoraliser les travailleurs et à redonner le moral aux patrons.

L'explication que se donnent nombre de travailleurs, cheminots ou pas et de militants syndicalistes est bien différente. Ils incriminent le mauvais climat social qui pousse au fatalisme, à la passivité, au renoncement à lutter et, parfois, mettent en cause les syndicats les plus à droite, ceux qui ne s'opposent même pas à la privatisation du rail. Ils remarquent aussi que les syndicats se sont affaiblis ces dernières années, en forces militantes comme en crédit dans les milieux populaires. Ils accusent bien entendu le président Macron et la rapacité des riches qu'il défend. Ils auraient souhaité que les « journées sans cheminots » soient mieux suivies. Mais pensent-ils vraiment que Macron aurait alors cédé ? Non, pour la plupart ils ne le pensent pas.

Mais pourquoi les syndicats sont-ils affaiblis, pourquoi les travailleurs manquent de confiance dans leur propre force, pourquoi leurs adversaires ont autant d'assurance ? N'est-ce pas le produit d'années et d'années pendant lesquelles les stratégies des bureaucraties syndicales ont consisté à promener les travailleurs dans les rues lors de journées d'action aussi nombreuses que totalement inefficaces. Des années aussi pendant lesquels les syndicats ont semé le corporatisme, les divisions professionnelles et la démagogie patriotique de l'entreprise comme celle du nationalisme. Pas de réel mouvement unissant les cheminots et les agents RATP depuis 1995. Pas de mouvement unissant les postiers. Pas de mouvement d'ensemble entre public et privé. Des journées d'action sont appelées grèves ou grèves générales alors que seule la grève reproductible peut être appelée ainsi. Et lors de certaines journées d'action, les syndicats n'appellent même pas à la grève. Aucune journée n'est préparée par les travailleurs eux-mêmes, se réunissant par avance pour prévoir l'action, les revendications, les liaisons avec d'autres secteurs. Jamais les appareils syndicaux ne laissent les travailleurs s'organiser par eux-mêmes, prendre des décisions, choisir les orientations et les modes d'action. Les militants syndicalistes ont appris du syndicat qu'il fallait se méfier de l'initiative et de la spontanéité des travailleurs. Comment s'étonner que les travailleurs, même lorsqu'ils suivent les syndicats, restent méfiants vis-à-vis des syndicats ?

Mais les militants syndicalistes eux-mêmes se méfient de leurs dirigeants et de leur organisation. Les luttes passées leur ont appris que ces derniers freinaient à des moments qui leur paraissaient absurdes ou négociaient des attaques qu'il ne leur aurait pas semblé devoir même être discutées avec nos adversaires. Les militants les plus conscients

« Travailleurs de tous les pays unissez-vous » Karl Marx

savent que les appareils syndicaux ne reflètent pas les désirs des travailleurs, s'en dissocient à des moments déterminants, et lâchent parfois une lutte.

Bien des cheminots ont conscience que le choix de l'intersyndicale, au nom de l'unité, qui a consisté à ne pas lancer une grève reconductible mais une prétendue « grève perlée » avec trois journées d'action par semaine, présentée comme un moyen de faire reculer le gouvernement sans coûter trop cher aux cheminots, a été la cause de l'échec. Mais ils ne font qu'approcher la vérité. Les centrales syndicales, en acceptant de jouer le jeu des négociations sur la réforme ferroviaire alors qu'elles en connaissaient la teneur et savaient qu'il n'y avait rien de négociable, avaient déjà transmis le message aux gouvernants : elles n'allaient que faire semblant de lutter.

Il ne suffit pas de dire que les « trois jours sur cinq » des centrales syndicales étaient une mauvaise stratégie. Il ne suffit même pas de souhaiter que les centrales syndicales appellent à la grève reconductible ou encore qu'elles appellent à élargir la lutte à toute la fonction publique ou à tous les travailleurs. Car ce serait encore semer des illusions.

En réalité, les centrales syndicales sont impliquées dans la réforme de la SNCF depuis de longues années, en cautionnent les buts, en discutent les moyens, sont partie prenante de la réforme. Elles en ont discuté au plus haut sommet de l'Etat et voté les objectifs dès le départ, dès le rapport Lepaon du Conseil Economique Social et Environnemental. Elles se gardent de combattre certaines mesures essentielles, comme celles qui ont trait à la « dette de la SNCF ». Comme Macron l'affirme, ces centrales estiment que cette dette fait partie des dettes de l'Etat et cela leur semble radical d'affirmer cela. En fait, cela revient à demander au contribuable de payer pour des dettes qui ont enrichi banquiers et trusts au lieu de demander à ces derniers de rembourser.

Ces remarques signifient que tout cheminot conscient, tout militant syndicaliste honnête, à l'annonce du rapport Spinetta de destruction du service public de la SNCF, ne pouvait que souhaiter que les travailleurs eux-mêmes prennent en main immédiatement les initiatives de la lutte à venir. Cela supposait, dès l'annonce de l'attaque antisociale entièrement contenue dans le rapport d'Etat, de proposer publiquement aux travailleurs de se rassembler, au lieu d'attendre pendant des jours et semaines, que les responsables des syndicats de cheminots se réunissent en intersyndicale pour pondre la décision, prise sans aucune consultation ni des travailleurs, ni des syndiqués, ni des militants, de la prétendue grève perlée ou non-grève.

On ne pouvait pas espérer donner un coup d'arrêt aux attaques contre la classe ouvrière sans appeler celle-ci à prendre elle-même la mesure de la situation et des décisions à prendre. On ne pouvait pas, au regard de tous les échecs des mouvements précédents organisés par les responsables syndicaux, prétendre qu'il suffisait de l'unité des centrales syndicales pour atteindre l'unité ouvrière nécessaire.

Appeler les travailleurs à se réunir signifiait non seulement préparer une grève des cheminots mais décider ce que l'on voulait faire, si on voulait faire grève même ou plutôt lancer une campagne des cheminots s'adressant à tous les travailleurs, se transformant en militants de la défense des services publics et des droits sociaux, lançant partout de nouvelles formes d'organisation, proposant aux travailleurs de construire leur propre programme social diffusé partout dans toute la population, contestant le droit des capitalistes de détruire les acquis sociaux de tous les milieux populaires, élisant partout leurs délégués de la classe ouvrière, fédérant leurs organisations, reliant entre elles toutes les luttes. Les cheminots auraient pu ainsi se proposer en fédérateurs de toutes les luttes, menaçant ainsi les classes possédantes et leur donnant une motivation pour retirer la prétendue réforme ferroviaire de Macron ainsi que toutes les autres devant une telle menace d'une action de classe unie des travailleurs.

Cela aurait signifié que les premières assemblées générales vraiment souveraines des cheminots militent non pour une action immédiate mais pour une organisation immédiate des travailleurs sur des bases démocratiques et de classe, bases qui n'existent plus depuis longtemps dans les syndicats. Cela ne signifie pas que tous les militants syndicalistes auraient nécessairement été opposés à une telle initiative, étant donné que seuls les bureaucraties syndicales peuvent se considérer comme directement menacées par cette forme d'organisation de masse et de classe. Mais cela supposait qu'existe une fraction des militants syndicalistes cheminots qui soient des révolutionnaires, qui n'aient pas cédé à l'opportunisme à l'égard des appareils, qui n'acceptent pas le diktat des directions bureaucratiques sur les luttes ouvrières, et cela n'a pas été le cas. C'est la racine d'une nouvelle défaite mais ce n'est catastrophique que si aucune minorité révolutionnaire n'en tire les leçons.

Il n'y a pas d'autre issue à l'impasse actuelle des luttes syndicales car le réformisme n'est pas une issue quand les classes possédantes ont décidé de sortir les couteaux, qu'elles se tournent vers l'action antisociale violente parce que leur système est menacé des effets de sa crise historique.

Travailleurs, organisons nous nous-mêmes, décidons nous-mêmes, discutons nous-mêmes des revendications et moyens d'action, il n'y a pas d'autre issue.

Pour nous lire régulièrement sur le net, un site : www.matierevolution.org